



GRAIN
29 novembre 2010

Des investisseurs saoudiens seraient prêts à prendre le contrôle de la production de riz au Sénégal et au Mali

*La stratégie saoudienne visant à délocaliser la production alimentaire sera au cœur des discussions quand plusieurs chefs d'État et des délégations de hauts responsables des pays africains arriveront à Riyad pour une **conférence d'investissement** le 4 décembre 2010. Dans certains de ces pays, des investisseurs saoudiens acquièrent déjà des terres agricoles et commencent à mettre oeuvre la politique du Royaume. Les terres rizicoles d'Afrique de l'Ouest sont l'une de leurs cibles principales. De nouvelles informations obtenues par GRAIN révèlent que les hommes d'affaires les plus puissants du Royaume sont en train de négocier des transactions, au Sénégal, au Mali et dans d'autres pays ; ces transactions leur assureraient le contrôle de plusieurs centaines de milliers d'hectares des terres à riz les plus fertiles de la région et la production serait exportée en Arabie Saoudite. Ces transactions ne peuvent que saper dangereusement la sécurité alimentaire de millions de paysans et d'éleveurs et détruire leurs moyens de subsistance. Tout ceci se concocte à huis clos avec les gouvernements africains, sans que les populations concernées ou le grand public soient mis au courant.*

En août 2009, on a commencé à entendre parler d'un énorme projet saoudien dont l'objectif était d'acquérir des terres agricoles pour produire du riz en Afrique. Le projet, mené par la Foras International Investment Company, se targuait de pouvoir dans les sept ans à venir produire 7 millions de tonnes de riz sur 700 000 hectares de terres irriguées, principalement au Sénégal et au Mali, peut-être aussi la Mauritanie, l'Ouganda, le Soudan et le Niger. Les chiffres expliquent le nom : "projet 7 x 7".

Puis les rumeurs se sont calmées, donnant l'impression que les promoteurs n'étaient pas si intéressés que ça. Les agriculteurs sénégalais ont pensé qu'il s'agissait probablement

de bluff, car ils ont eux-mêmes bien du mal à obtenir suffisamment de terres pour leur production alimentaire. Cependant des informations récentes confirment que le projet avance effectivement : il s'appelle désormais **AgroGlobe**, et Foras et ses soutiens financiers restent bien décidés à s'emparer de vastes parcelles de terre dans les grandes zones de production rizicole au Sénégal et au Mali. Les choses progressent également au Soudan et au Nigeria. Entre temps, d'autres investisseurs saoudiens conspirent avec des hommes d'affaires locaux pour mettre en place des projets d'accaparement de terres tout aussi ambitieux afin de produire du riz en Afrique de l'Ouest.

Ces projets illustrent la façon dont les gouvernements africains complotent en secret avec de puissants investisseurs étrangers pour déplacer les agriculteurs et les éleveurs et pour liquider de vastes surfaces de terres agricoles dont l'Afrique a pourtant grand besoin.

Qui est Foras?

La **Foras International Investment Company** est le bras financier de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) qui, avec ses 57 pays-membres, se qualifie elle-même de « voix collective du monde musulman ». Foras a été mis en place par une initiative de la Chambre islamique de commerce et d'industrie en 2008 : c'est une société par actions fermée dont le siège est à Jeddah, en Arabie Saoudite, dont le capital de départ était de 120 millions de dollars US. Ses principaux actionnaires sont la Banque islamique de développement et plusieurs investisseurs privés d'Arabie Saoudite et d'autres pays du Golfe.



Deux des principaux "investisseurs à valeur nette élevée" de Foras: Nasser Kharafi (à gauche) 48^{ème} fortune du monde et propriétaire de l'Americana Group, et le Cheikh Saleh Kamel, fondateur du Dallah Al Barakah Group et président de la Chambre islamique de commerce et d'industrie

Deux des plus gros actionnaires de Foras sont le Dallah Al Barakah Group et le Saudi Bin Laden Group. Ces conglomérats saoudiens se sont mis récemment à rechercher des investissements en terres agricoles à l'étranger : Al Barakah serait en train de négocier des terres en Bulgarie et le Bin Laden Group essaierait d'élaborer un projet rizicole massif en Indonésie. La National Investment Company du Koweït est également un actionnaire majeur, de même que quelques individus super-riches, comme le Koweïtien Nasser Kharafi, 48^{ème} fortune mondiale et propriétaire de l'Americana Group, et le Cheikh Saleh Kamel, fondateur du Dallah Al Barakah Group et président de la Chambre islamique de commerce et d'industrie.

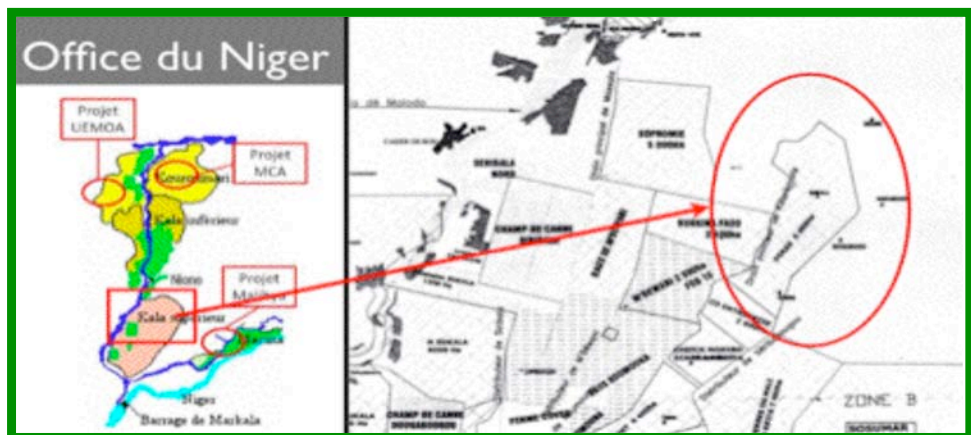
suite...

Foras réalise des projets d'investissement dans les pays membres de l'OCI, depuis les activités bancaires et l'immobilier jusqu'aux infrastructures et à l'agriculture. Son plus vaste projet agricole est de loin le projet riz 7 x 7, qu'il désigne maintenant sous le nom d'AgroGlobe. Ses liens intimes avec l'OCI et la Banque islamique de développement contribuent à lui ouvrir les portes pour tous ses projets d'investissement, de même que ses divers investissements "sociaux". Au Mali comme au Sénégal, Foras a ainsi engagé des millions de dollars dans la construction de logements pour les pauvres. Dans le cas du Sénégal, le projet est mené par le fils du président Abdoulaye Wade en personne, Karim Wade, qui, pour beaucoup, s'apprête à prendre la succession de son père à la présidence.

Foras attend le feu vert...

Le projet Agroglobe de Foras a débuté en 2008 avec une ferme rizicole expérimentale de 2 000 hectares en Mauritanie, supervisée par une équipe de consultants de l'Université thaïlandaise de Kasetsart.¹ L'année suivante, Foras a signé un bail de 5 000 hectares au Mali et un accord provisoire pour 5 000 ha au Sénégal. Son intention était de mener des études préliminaires sur ces deux terrains, dans l'objectif de développer la production de riz sur 100 000 ha dans chacun des deux pays. Un protocole d'accord a également été signé avec le Centre international de recherche sur le riz (IRRI) pour une collaboration de recherche.²

Une carte officielle des baux fonciers dans la région de l'Office du Niger au Mali montre exactement où est située la concession de 5 000 ha de Foras. Foras prétend que ces terres sont destinées à « la phase de pré-implémentation de l'application des techniques agricoles » développées dans sa ferme-pilote de Mauritanie (cf. carte 1). Dans une lettre envoyée à GRAIN en 2009, l'entreprise affirmait que son intention était d'augmenter progressivement la taille de son exploitation de 50 000 à 100 000 ha. Selon le directeur des investissements de Foras, Saad Bin Ahmed, les études préliminaires ont été menées à bien par l'équipe



Carte 1. Document provenant de l'Autorité de l'Office du Niger au Mali, indiquant la situation et la taille du bail initial de 5 000 ha accordé à Foras. Foras affirme avoir terminé les tests préliminaires sur ce site et a désormais l'intention de poursuivre ses plans d'expansion de la production, d'abord sur 50 000 ha, puis sur 100 000 ha.

en 2009, l'entreprise affirmait que son intention était d'augmenter progressivement la taille de son exploitation de 50 000 à 100 000 ha. Selon le directeur des investissements de Foras, Saad Bin Ahmed, les études préliminaires ont été menées à bien par l'équipe

¹ Voir la vidéo sur <http://farmlandgrab.org/6749>

² GRAIN, "Le CGIAR impliqué dans l'accaparement des terres au niveau mondial" <http://www.grain.org/articles/?id=53>

d'experts thaïlandais de Foras et l'entreprise est désormais prête à passer à la phase suivante : la production sur une plus grande surface.

Les plans concernant le Sénégal avancent plus lentement. Selon M. Bin Ahmed, Foras a un accord provisoire avec le gouvernement du Sénégal sur ce projet. Mais l'entreprise attend encore que le gouvernement finalise l'allocation des 5 000 ha dans la vallée du fleuve Sénégal, près de Podor, pour pouvoir procéder à ses études préliminaires.

Tandis que Foras attend le feu vert de Dakar, le gouvernement du Sénégal a entre temps négocié un autre énorme projet de production de riz avec des investisseurs saoudiens, un projet qui concerne les mêmes terres dans la vallée du Sénégal. Selon une proposition de projet datant de mai 2009 dont GRAIN a eu connaissance, ce projet livrerait presque toutes les terres à riz du Sénégal à un groupe non nommé d'investisseurs saoudiens pour produire du riz pour l'Arabie Saoudite.³ M. Bin Ahmed maintient que Foras n'a rien à voir avec cet autre projet, mais la proposition, une des rares de ce genre à tomber entre les mains du public, fait la lumière sur le type de transactions que recherchent les investisseurs saoudiens et ce que les gouvernements ciblés sont prêts à offrir.

...tandis que d'autres investisseurs veulent aussi intégrer le projet

Cette seconde proposition de projet, intitulée "Projet de production industrielle d'un million

de tonnes de riz paddy dans la Vallée du Fleuve Sénégal" montre clairement comment un groupe d'investisseurs saoudiens non identifiés pourrait enregistrer une entreprise au Sénégal pour produire du riz sur 120 000 ha de terres irriguées dans la vallée du fleuve Sénégal, avec un investissement légèrement supérieur à 100 millions de dollars US sur cinq ans.



Page de couverture et carte de la location du projet. Proposition pour un projet d'acquisition par des investisseurs saoudiens et sénégalais de plus de 120 000 ha de terres dans la vallée du fleuve Sénégal, afin de produire 1 million de tonnes de riz, destiné principalement à être exporté en Arabie Saoudite.

La vallée du fleuve Sénégal est la principale zone de production rizicole irriguée du Sénégal.

Quelque 120 000 ha dans cette région sont adaptés à la production rizicole irriguée, dont

³ Une fuite a permis à GRAIN d'obtenir une copie du document. Celle-ci est datée de mai 2009 et intitulée "Projet de production industrielle d'un million de tonnes de riz paddy dans la Vallée du Fleuve Sénégal". La page de couverture indique que le projet a été préparé par Africa Life Science Consulting, sous la coordination d'Amadou Kiffa Gueye, conseiller spécial auprès d' Abdoulaye Baldé, le ministre sénégalais des Mines, de l'Industrie, de l'Agro-industrie et des PME et président de l'Agence nationale de l'Organisation de la conférence islamique.

environ la moitié se trouvent actuellement cultivés sous irrigation. Ces terres, dont la plupart sont travaillées par des familles qui ont accès à moins d'un hectare, produisent 70 % de la récolte de riz nationale ; on estime qu'elles constituent le moyen de subsistance de 600 000 personnes. Mais cette région est aussi d'une importance vitale pour les éleveurs et pour la production de sorgho, qui ont tendance à être en concurrence directe avec l'expansion de l'irrigation.



Producteurs de riz dans la vallée du fleuve Sénégal

Avec ce projet, les investisseurs saoudiens prendraient pour ainsi dire le contrôle de toute la production de riz de la vallée du Sénégal, car ils obtiendraient les quelque 50 000 ha qui sont actuellement cultivés et 14 207 ha irrigués supplémentaires qui doivent être réhabilités. Ils acquerraient de plus 52 228 ha dans les districts de Dagan, Podor, Matam et Bakel pour étendre l'irrigation. Toutes ces terres seraient regroupées dans de grosses parcelles d'un "minimum" de 500 à 2 000 ha (« afin de tenir compte des économies d'échelle », selon le projet). Et ce

n'est pas du riz africain qui y sera semé, mais comme le spécifie la proposition, mais de nouvelles variétés asiatiques, en particulier des hybrides.

Les investisseurs veulent prendre possession de ces terres immédiatement, mais la proposition indique qu'ils sont prêts à considérer une production sous contrat « si besoin est, sur les terres où des paysans produisent déjà du riz ». Cependant, poursuit le document, la réussite économique et financière du projet ne peut être assurée que si les terres nécessaires à la production sont « mises à la disposition » et placées sous le contrôle des investisseurs.

Combien vont coûter ces terres? La proposition ne le dit pas. Mais elle indique, par contre, qu'une société de partenariat, du nom de Société Agro-Industrielle du Sénégal, sera établie pour mener à bien le projet. Les investisseurs saoudiens contrôleront 90 % de cette société, les investisseurs sénégalais les 10 % restants à travers les terres qu'ils contribueront au projet. Une proportion énorme du riz, 70 pour cent, sera exportée en Arabie Saoudite où l'entreprise dispose d'un marché "garanti". Le riz sera transporté par camion jusqu'au port de Dakar d'où il partira pour le Royaume. Les 30 pour cent restants seront vendus aux marchés urbains locaux. L'intérêt de ces investisseurs n'est pas seulement d'assurer l'approvisionnement en riz de l'Arabie Saoudite. Ils veulent également faire de l'argent, beaucoup d'argent. La proposition de projet affirme qu'ils seront en mesure d'amortir leur investissement en l'espace de cinq ans et stipule qu'un taux de rendement annuel de 36,7 % est attendu. Les investisseurs comptent aussi sur le gouvernement du Sénégal pour leur accorder toute une série de subventions, grâce au programme GOANA du président Wade.⁴ Selon la proposition, l'entreprise a droit à quelque 10 millions de dollars US de subventions au cours de ses cinq premières années de fonctionnement.

⁴ Le programme GOANA, la "Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance", a été lancé en 2008 pour répondre à la crise alimentaire.

L'argument "gagnant-gagnant" dans le cas de ce projet est difficile à discerner, mais la proposition essaie d'en dégager un : elle prétend que le projet va d'une façon ou d'une autre contribuer à l'autosuffisance en riz du Sénégal et fournir des emplois aux paysans qui ne pourront plus cultiver leurs terres. « La main-d'œuvre productive sera exclusivement locale, afin d'améliorer les conditions de vie et de dégager ainsi des options de développement économique et social, » peut-on lire dans la proposition. Quant aux



Carte 2. Vallée du Fleuve Sénégal

nombreux éleveurs de la région, qui seront privés d'accès à la terre et à l'eau dont ils ont besoin pour leurs troupeaux, l'entreprise déclare qu'ils pourront acheter des aliments dans les usines de fabrication que le projet prévoit de construire dans la région. De cette façon, se vante l'entreprise, les animaux seront nourris « plus facilement et à moindre coût ».

La proposition ne donne pas les noms des investisseurs saoudiens ni sénégalais. Pressé par les demandes répétées de GRAIN, le coordonnateur du projet, Amadou Kiffa Guèye, conseiller spécial auprès du ministre des Mines, de l'Industrie, de l'Agro-industrie et des PME, s'est contenté de dire que la famille royale saoudienne était impliquée dans le projet, ainsi que de riches hommes d'affaires sénégalais. Il a aussi précisé que c'était le gouvernement sénégalais qui l'avait chargé de développer la proposition de projet, mais à la requête des investisseurs saoudiens.

M.Guèye a expliqué cependant que les investisseurs saoudiens se sont depuis retirés du projet, prétextant des problèmes financiers, et que le gouvernement du Sénégal est aujourd'hui à la recherche de nouveaux investisseurs pour mener à bien le projet.



Paysans et éleveurs au Forum du Kolongo réclament une suspension des investissements étrangers dans l'Office du Niger (Photo: CNOP)

Que faut-il penser de tout cela ? Un groupe d'investisseurs saoudiens se retire tandis qu'un autre gagne du terrain, en poursuivant les mêmes objectifs et le même plan national du Royaume saoudien pour délocaliser la production alimentaire. Le gouvernement sénégalais signe un

accord avec Foras pour un projet situé dans la vallée du fleuve Sénégal, tout en préparant un second avec un autre groupe d'investisseurs saoudiens sur les mêmes terres. Et maintenant, le gouvernement qui n'a jamais touché mot de tout ceci au public, et encore moins aux paysans et aux éleveurs de la vallée du Sénégal, est à la recherche d'autres investisseurs pour entrer dans le projet, tandis que Foras attend son feu vert. Une chose est claire toutefois : la sécurité alimentaire du Sénégal et les moyens de subsistance de centaines de milliers de personnes se négocient en ce moment à huis clos, et pour de l'argent.

Il faut freiner l'ardeur de Foras et des autres

Sur place, au Mali, les gens ont été laissés dans l'ombre à propos des négociations de leur gouvernement avec les investisseurs saoudiens. C'est la même chose au Soudan et au Nigeria, où Foras a également acquis des terres. En janvier 2010, l'entreprise a annoncé un investissement de 200 millions de dollars US dans un **projet agricole de 126 000 ha** dans l'état soudanais de Sennar, le long du Nil bleu. En juin 2010, Foras a signé un protocole d'accord avec le gouvernement de l'Etat de Katsina au Nigeria pour un **projet agricole** de 100 millions de dollars US qui débutera avec une ferme-pilote sur 1 000 ha alloués à l'entreprise par les autorités de l'Etat.

Le projet AgroGlobe de Foras est scandaleux ne serait-ce que par ses ambitions et ses présomptions : son but est bien d'atteindre le cœur même de la production rizicole en Afrique de l'Ouest. Mais il ne faudrait pas prendre ce projet à la légère. Il a en effet le soutien de personnes qui sont parmi les plus riches au monde et celui des plus hauts niveaux de gouvernement, autant du côté des investisseurs que du côté des pays hôtes. Si le projet se réalise, des centaines de milliers de paysans et d'éleveurs au Mali, en Mauritanie, au Sénégal, au Nigeria et au Soudan, voire d'autres pays qui pourraient être concernés par l'expansion du projet, seront privés d'accès aux terres et à l'eau, et la

sécurité alimentaire nationale sera mise en danger.



Tiedo Kane, membre de l'organisation paysanne SEXAGON, regarde des champs de millet plantés par des paysans locaux dans l'Office du Niger au Mali. Le gouvernement a maintenant remis ces champs à des investisseurs étrangers (Photo: GRAIN, octobre 2010)

Il faut rendre publics tous les détails concernant l'état d'avancement des projets AgroGlobe de Foras. Il faut faire de même avec le projet parallèle de production de riz que des investisseurs saoudiens et Sénégalais non identifiés ont mystérieusement concocté avec le gouvernement de Dakar, et toutes les autres transactions sur les terres agricoles qui ont été ou

sont en passe d'être signées avec des investisseurs étrangers.⁵ Les gens qui vivent dans les pays concernés ont besoin de savoir exactement ce que leur gouvernement négocie "en leur nom".

De fait, le secret entourant ces transactions suggère que gouvernements et investisseurs savent pertinemment que leurs projets vont susciter dans le public de très fortes résistances. Ainsi, au début de novembre, à l'occasion d'un forum public à Kolongotomo, au Mali, pas loin du projet Foras, des paysans locaux et d'autres venus de tout le pays ainsi que des organisations de la société civile se sont rencontrés, pour discuter de l'accaparement des terres dans l'Office du Niger et d'autres régions du pays. Leur conclusion était claire : Tous les investissements étrangers dans l'Office du Niger doivent être suspendus. Les gouvernements seraient bien avisés d'en prendre note : La réaction contre l'accaparement des terres s'est déclenchée et elle ne peut que prendre de l'ampleur, s'il n'y a pas de changement de cap.

⁵ Voir, pour exemple, le reportage sur un investissement du groupe saoudienne Al-Rajhi en Mauritanie : <http://farmlandgrab.org/14751>. Les communautés affectées par le projet ont lancé une déclaration en réaction en juillet 2010 : <http://farmlandgrab.org/17418>."